



Verband der Schweizer Studierendenschaften
Union des Etudiant-e-s de Suisse
Unione Svizzera degli studenti di scuole universitarie
Uniu svizra da studentas e students

Laupenstrasse 2 Tel. +41 31 382 11 71 info@vss-unes.ch
CH – 3001 Bern Fax +41 31 382 11 76 www.vss-unes.ch

Aux médias:

Le 18 juin 2009

Happy Birthday, Bologne – comment cela ça passe dans l'adolescence?

Le processus de Bologne a achevé sa première décennie, et entame la suivante. Ça intrigue: ce qui été prévu comme projet de réforme à terme, articulé sur 11 années pour créer d'ici 2010 un espace européen de la formation supérieure, marche désormais sur ses propres jambes et s'est fixé une nouvelle échéance: 2020.

1998, Université la Sorbonne: quatre ministres se fixent l'objectif d'une meilleure reconnaissance des diplômes et d'un développement de la mobilité tant pour les étudiant-e-s que pour les enseignant-e-s. 19 juin 1999, Bologne: les ministres ou hauts fonctionnaires de l'éducation supérieure de 29 pays se concertent sur des grandes lignes communes pour poursuivre ces objectifs et signent la Déclaration de Bologne: un document destiné à bouleverser les cursus de formation supérieure pour des centaines de milliers d'étudiant-e-s en tout l'Europe et même au-delà. Aujourd'hui, l'ensemble de transformations et d'accords qu'on appelle couramment pour simplifier "réforme de Bologne", est un processus complexe avec une multiplicité d'objectifs différents. Mais un élément commun les relie tous: ils ne sont de loin pas achevés. **On essaye de faire passer sous le label de Bologne toute une série de projets présentés comme des contributions à la création d'un paysage des hautes école de grande qualité. Ainsi, on introduit par exemple des mécanismes de sélection, des hausses des taxes d'étude ou des multiplications des épreuves.**

C'est donc à raison que nos collègues allemand-e-s ont lancé une grève de la formation et manifestent cette semaine dans tout le pays contre les nombreux problèmes liés à la mise en oeuvre des réformes au niveau du bachelor et du master, contre la de-démocratisation des structures décisionnelles de la formation, ainsi que contre l'insuffisance du financement du système de formation.

En Suisse comme en Allemagne, et malheureusement comme dans la majorité des pays d'Europe, les étudiant-e-s ont été clairement ignoré-e-s au moment de décider de l'introduction de la réforme de Bologne, il y a maintenant dix ans.

Progressivement, en Suisse comme au niveau européen, les étudiant-e-s des hautes écoles ont été de plus en plus impliqué-e-s aux processus décisionnels à plusieurs niveaux et leur rôle a été reconnu dans les communiqués des ministres réuni-e-s pour les conférences de suivi du processus, ce qui n'est pas entièrement indépendant de la prise de conscience que nombreuses des critiques et craintes exprimées par les étudiant-e-s étaient et sont bien fondées, et qu'il faut donc y remédier. Cependant, les revendications principales des organisations d'étudiant-e-s européennes, nationales et locales concernant le processus de Bologne ne sont toujours pas prise en compte.

En Suisse, au vu de l'énorme diffusion des responsabilités pour la dimension sociale du processus en Suisse, on n'arrive pas encore à éviter les effets d'une sélection

sociale féroce dans la formation supérieure: encore aujourd'hui presque la moitié des étudiant-e-s des universités proviennent d'une famille où au moins l'un des parents a une diplôme universitaire, ce qui signifie que les classes sociales supérieures y sont deux fois plus représentées que dans la population. L'égalité des chances est encore très loin!

Toutefois, les ministres de l'éducation, réuni-e-s à Leuven/Louvain-la-Neuve il y a quelques semaines pour une conférence de suivi de la mise en oeuvre du processus, ont affirmé la volonté de vouloir poursuivre des objectifs relatifs à la dimension sociale à niveau national pour la prochaine décennie, ainsi que d'atteindre en 2020 un taux de mobilité de 20% parmi les diplômé-e-s de tout l'espace européen de la formation supérieure. Ce n'est pourtant pas une nouveauté que l'on se fixe des buts très ambitionnés sur le plan international, sans pour autant avoir l'intention de mettre à disposition au plan national les ressources nécessaires pour les réaliser. Ce dont les ministres sont (ou devraient être!) bien évidemment conscient-e-s, est que le but de 20% d'étudiant-e-s mobiles signifierait -enfin!- qu'on aurait réalisé une application cohérente du système de crédits ECTS, ainsi que des critères de reconnaissance des diplômes et des prestations d'étude, et une flexibilisation des cursus d'étude. Poursuivre de manière sérieuse et égalitaire l'objectif de la mobilité nécessite forcément un système de bourses efficient et suffisant. Mais dans notre fédéralisme helvétique, ceci est un chapitre en soi, et malheureusement on le sait. Il n'en reste pas moins que, si l'on veut vraiment poursuivre les objectifs de Bologne, cela est indispensable. On est donc face à un exemple ultérieur d'une mise en oeuvre à la carte du processus. Qu'en serait-il de la prochaine décennie?

Passé l'âge infantile des intérêts et des objectifs futiles, qui ne durent que le temps de les exprimer (et dans ce cas, de signer des déclarations) pour après les envoyer aux oubliettes?... Avec l'adolescence, le temps est venu pour que Bologne, et les ministres et haut-e-s fonctionnaires qui en sont responsables, commencent à assumer leurs responsabilités.

Pour tout renseignement complémentaire, nous restons volontiers à votre disposition,
Elena Nuzzo, comité exécutif de l'UNES: 079 235 84 86